

Lettre ouverte à Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République et premier magistrat du pays

Nous avons l'honneur de nous adresser à Votre Excellence en votre qualité de président de la République et premier magistrat du pays afin que justice soit équitablement rendue à notre mandant Monsieur Addou Sid-Ahmed Tedj-Eddine, dont les droits fondamentaux constitutionnellement consacrés, en premier degré à titre de justiciable, ont été spoliés. Accusé dans l'affaire dite «autoroute Est-Ouest» où les procédures préalables de l'enquête préliminaire, telles que définies par le code de procédure pénale, n'ont regrettablement pas été respectées, particulièrement en matière de garde à vue, dès lors que les exigences de l'article 51 et suite ont été bafouées tout comme les recommandations contenues dans les textes, lois et autres instruments internationaux des droits de l'homme que l'Algérie a ratifiés, engagements dont elle est tenue de respecter et de veiller à leur stricte application.

L'irrespect des procédures, et la manière avec laquelle fut diligentée l'enquête judiciaire, absolument émaillée par de flagrantes et graves entorses au droit et à la loi, à l'encontre de notre mandant, lequel est maintenu dans sa cellule en détention préventive depuis 26 mois.

Cette affaire remonte au 19 septembre 2009, veille de Aïd-El-Fitr, où M. Addou Sid-Ahmed Tedj-Eddine a été «kidnappé» à 20h d'un café à Dély-Brahim, Alger, par plus d'une dizaine de personnes en tenue civile venues à bord de véhicules banalisés. Ces derniers sans même ressentir le besoin légal de décliner leur identité, mirent notre mandant en état d'arrestation, et après l'avoir menotté, il fut conduit vers un lieu inconnu, qui finalement s'est avéré être une structure de la sécurité.

En violation du droit élémentaire, il demeura en détention «sous forme arbitraire» durant 19 jours, sans aucun contact avec sa famille ou ses avocats. Outre les pressions psychologiques et morales dont il fut victime durant cette séquestration, qui juridiquement constitue une grave violation des droits de notre mandant et une transgression flagrante de l'énoncé du code de procédure pénale sus-cité qui ne permet ni le kidnapping sous toutes ses formes ni des gardes à vue d'une durée de 19 jours. Vu ces agissements graves bafouant les lois nationales, les traités et les conventions internationaux des droits de l'homme que l'Algérie a ratifiés et

auxquels elle s'oblige ont été violés et piétinés. Les violations de la loi et des droits de notre mandant ne se sont pas arrêtés à cette limite, ils se sont au contraire poursuivis jusqu'au jour de sa présentation devant M. le procureur de la République en compagnie de coaccusés à 19h45mn, ensuite pour être auditionné à 4h par le juge d'instruction des pôles judiciaires spécialisés d'Alger. Peut-on, Monsieur le Président, évoquer l'Etat de droit quand des justiciables, présumés innocents jusqu'à établissement des preuves, sont soumis à comparaître en dehors des heures de travail par-devant monsieur le procureur de la République ? L'Etat de droit s'édifie sur le respect et la consécration du principe de la force de la loi et non pas en celui de la loi de la force comme c'est le cas dans cette affaire. Après consommation de cette grave violation, la plupart des accusés ont été placés en détention préventive.

Après ce placement en détention préventive, interviendra une ordonnance de monsieur le juge d'instruction, portant sur la libération d'office de certains accusés qui étaient poursuivis dans le même dossier, pour les mêmes faits et les mêmes chefs d'accusation, alors que monsieur Addou Sid-Ahmed Tedj-Eddine qui est un homme d'affaires qui a traité avec le groupe canadien dans le cadre d'une prestation de services qui n'a nulle relation avec les marchés publics, et ne porte nullement atteinte au Trésor public, croupit dans sa cellule. La question qui vient dans ce cas à l'esprit est : pourquoi une justice à deux vitesses, et à quoi répond cette politique de deux poids, deux mesures ? Deux questions qui restent objectivement posées.

Il convient de préciser que la chambre des mises en accusation a pour sa part enfreint les dispositions des articles 166 et 197 bis du code de procédure pénale. Cette dernière ayant rendu une décision datée le 6 juillet 2011, ordonnant d'engager une investigation complémentaire par monsieur le juge d'instruction qui a entamé son instruction portant sur l'investigation complémentaire et au terme de celle-ci, il a adressé le dossier à monsieur le procureur général, l'affaire a été enrôlée de nouveau par-devant la chambre d'accusation pour l'audience du 26 octobre 2011 et a été ajournée pour l'audience du 2 novembre 2011, l'affaire a été mise en délibéré par la suite en date du

16 novembre 2011. En se référant à l'énoncé des articles 166 et 197 bis du code de procédure pénale stipulant : «Lorsque la chambre des mises en accusation est saisie suivant la procédure prévue par l'article 166 et que l'inculpé est détenu, la chambre des mises en accusation doit statuer sur le fond dans un délai :

- de deux (2) mois au maximum lorsqu'il s'agit de crimes passibles de la réclusion à temps ;

- de quatre (4) mois au maximum lorsqu'il s'agit de crimes passibles de vingt (20) ans de réclusion à temps, de réclusion à perpétuité ou de peine de mort ;

- de huit (8) mois au maximum, lorsqu'il s'agit de crimes qualifiés d'actes terroristes ou subversifs ou de crime transnational.

Faute d'avoir statué dans les délais prévus ci-dessus, l'inculpé est mis d'office en liberté.»

La décision de la chambre des mises en accusation ordonnant d'engager une investigation complémentaire en date du 6 juillet 2011 et la décision au fond, ordonnant de déférer les accusés devant le tribunal criminel, a été rendue le 16 novembre 2011, ceci signifie que la chambre d'accusation a outrepassé le délai de quatre mois énoncé à l'article 197 bis et l'examen de la demande de mise en liberté d'office de plein droit n'a pas été programmé à ce jour.

De ce fait, depuis le 6 novembre 2011, notre mandant est de façon abusive sous l'effet d'une détention arbitraire au pénitencier de Serkadji, le fait qu'il demeure en prison constitue une violation flagrante de ses droits en premier degré et des droits des citoyens qui peuvent être confrontés à la même situation.

En qualité de juristes, c'est-à-dire hommes de loi, nous nous interrogeons sur la pertinence de l'existence de textes de loi qui ne sont ni appliqués ni consacrés sur le terrain. Un état de fait qui laisse la voie ouverte à toutes sortes de dépassements.

Les erreurs procédurales ne se sont pas arrêtées là, puisque la chambre des mises en accusation dans sa décision rendue le 6 juillet 2011 sous le n° 11/1220 a ordonné à monsieur le juge d'instruction d'inculper des sociétés étrangères pour association de malfaiteurs, blanchiment d'argent, trafic d'influence et corruption, ce qui a été fait par monsieur le juge d'instruction, les documents ont été adressés une nouvelle fois à la chambre d'accusation,

qui a rendu sa décision, se contredisant elle-même en ordonnant de poursuivre les mêmes sociétés pour les délits de trafic d'influence et de corruption et a ordonné le non-lieu s'agissant de l'association de malfaiteurs et du blanchiment d'argent. Cette même chambre d'accusation, avec la même composante, doit-elle se montrer si ambivalente dans ses propres décisions ? Tantôt elle demande de poursuivre les sociétés pour délits criminels et tantôt dans sa deuxième décision elle délictualise les accusations s'agissant des sociétés, un agissement qui constitue un grave précédent dans l'histoire de la justice algérienne. La délictualisation des accusations concernant le groupe canadien par la chambre d'accusation implique de rendre une ordonnance de non-lieu de monsieur Addou Sid-Ahmed Tedj-Eddine étant donné que ce dernier a traité avec cette société dans un cadre légal en concluant des accords pour la prestation de services et rien d'autre, et si ce groupe a été acquitté par la chambre d'accusation au sujet du délit d'association de malfaiteurs et de blanchiment d'argent, comment se fait-il que notre client est poursuivi pour les mêmes charges ? Cela constitue une deuxième contradiction dans le dispositif de la décision de la chambre d'accusation et une grave atteinte aux droits de notre mandant.

Le non-respect des procédures, la transgression des droits fondamentaux de notre mandant et l'atteinte à sa liberté, outre la violation des dispositions de l'article 197 bis du code de procédure pénale, ainsi que celle de toutes les conventions et traités internationaux des droits de l'homme, nous n'avons d'autre recours que Votre Excellence pour que justice soit rendue à monsieur Addou Sidi-Ahmed Tedj-Eddine, son rétablissement dans ses droits citoyens honorerait son auteur.

Nous sollicitons votre juste arbitrage pour sa mise en liberté d'office conformément à la loi, et en vertu des pouvoirs que vous confère la Constitution.

Dans l'attente de votre réponse que nous espérons positive, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération et de notre profond respect.

Alger, 11 novembre 2011
Maître Sidhoum Amine
Maître Sidi Saïd Samir
Maître Bouninache
Mohamed-Salah